



EN MATIERE DE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE A NIVEAU COMMUNE, LE CONSEIL, SE REFERRANT A SA DECLARATION DU 20 OCTOBRE PAR LAQUELLE IL PRENAIT L'ENGAGEMENT DE REPENDRE D'ICI LE 1ER OCTOBRE 1985 AUX BESOINS BUDGETAIRES SUPPLEMENTAIRES, Y COMPRIS A CEUX RESULTANT DES OBLIGATIONS CONTRACTEES VIS-A-VIS DU ROYAUME-UNI, EN RECOURANT A UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF, EST CONVENU D'INSCRIRE ENTRE CROCHETS DES RECETTES ET DEPENSES SUPPLEMENTAIRES DE 1 315 MECUS QUI NE SONT PAS REPRIS DANS LE TOTAL DU BUDGET.

S'AGISSANT DES DEPENSES NON OBLIGATOIRES, LE CONSEIL EST CONVENU D'ACCEPTER DES AUGMENTATIONS DE 410 MECUS EN CREDITS POUR ENGAGEMENT ET DE 189 MECUS EN CREDITS POUR PAIEMENT.

EN OUTRE LE CONSEIL A ACCORDE UNE ATTENTION PARTICULIERE AUX CREDITS DE L'AIDE ALIMENTAIRE ET DE L'AIDE AUX PAYS TIERS VICTIMES DE CATASTROPHES. IL A RETENU UN CREDIT SUPPLEMENTAIRE PAR RAPPORT AU PROJET INITIAL DE 30 MECUS EN ENGAGEMENT ET 12 MECUS EN PAIEMENTS POUR LES PVD NON ASSOCIES, ESSENTIELLEMENT DESTINES A L'AMERIQUE CENTRALE SUITE A LA CONFERENCE DE SAN JOSE.

## 2.2 SANTE : REUNION INFORMELLE (29 NOVEMBRE)

LES MINISTRES DE LA SANTE ONT TENU LEUR PREMIERE RENCONTRE DEPUIS SIX ANS CE 29 NOVEMBRE. ILS SE SONT ENGAGES A TENIR REGULIEREMENT DES REUNIONS AU NIVEAU MINISTERIEL, LA PREMIERE DEVANT SE TENIR SOUS LA PRESIDENCE ITALIENNE.

PARTI DES QUESTIONS ABORDEES, LES PROBLEMES DE LA TOXICOMANIE, DU TABAGISME ET DE L'ALCOOLISME ET LES MOYENS DE RENDRE PLUS EFFECTIVE LA COOPERATION ENTRE LES ETATS MEMBRES.

LES MINISTRES ONT EGALEMENT DISCUTE DES POSSIBILITES D'AMELIORER LA COOPERATION AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE AFIN DE MIEUX MAITRISER CERTAINES DEPENSES PARTICULIEREMENT COUTEUSES, COMME LA TECHNOLOGIE MEDICALE..

## 2.3 SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

LA COMMISSION A ADOPTE UN PROJET DE RESOLUTION COMPORTANT UN ENSEMBLE DE MESURES POUR UN RENFORCEMENT SIGNIFICATIF DU SME AYANT UN TRIPLE OBJECTIF :

- RENFORCER LA CONVERGENCE ECONOMIQUE,
- REPREDRE LE PROCESSUS D'INTEGRATION FINANCIERE,
- RENFORCER LES MECANISMES DU SME, NOTAMMENT PAR L'EXTENSION DE L'USAGE DE L'ECU.

CE PAS RESTE MODESTE MAIS IL DOIT ETRE COMPRIS COMME UNE ETAPE DANS LE DEVELOPPEMENT CONTINU DU SME. LA COMMISSION ATTACHE DE L'IMPORTANCE A LA POURSUITE DE L'EXAMEN DES AUTRES QUESTIONS :

- PARTICIPATION DE LA LIVRE AU SME, REDUCTION DE LA MARGE ITALIENNE ET ETUDE DE LA PARTICIPATION DE LA DRACHME.
- ABOLITION DE LA LIMITE D'ACCEPTABILITE DE L'ECU (50 0/0).
- ABOLITION DES MESURES NATIONALES QUI RESTREIGNENT L'USAGE PRIVE DE L'ECU.
- AMENAGEMENT DES CONCOURS FINANCIERS COMMUNAUTAIRES.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION PROPOSE LE RENOUVELLEMENT DU CONCOURS FINANCIER A MOYEN TERME JUSQU'AU 31.12.1986, A MOINS QUE LA PHASE FINALE DU SME SOIT REALISEE D'ICI LA.

## 2.4 EMISSION AUX U A. D'OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE EN ECUS

LA COMMISSION A ANNONCE, CE VENDREDI, AU NOM DE LA COMMUNAUTE LA PREMIERE EMISSION PUBLIQUE EN ECUS SUR LE MARCHE AMERICAIN. L'EMISSION PORTE SUR 200 MILLIONS D'ECUS A 9,875 0/0 A ECHEANCE DU 1ER DECEMBRE 1996. CETTE EMISSION SERAIT LA PREMIERE EMISSION NON LIBELLEE EN DOLLARS LANCEE SUR LES MARCHES PUBLICS AMERICAINS.

LE PRODUIT DE LA VENTE DES OBLIGATIONS SERA AFFECTE AUX PRETS QUE LA CEE ACCORDERA EN VUE DE FINANCER DES PROJETS D'INVESTISSEMENT DANS LES ETATS MEMBRES (NIC OU 'FACILITE ORTOLI').

LA COMMISSION ATTACHE UNE IMPORTANCE PARTICULIERE A CETTE EMISSION QUI TEMOIGNE A LA FOIS DE L'EXCELLENT CREDIT DE LA COMMUNAUTE ET DU SUCCES CROISSANT DE L'ECU SUR LES MARCHES FINANCIERS EN DEHORS MEME DE LA COMMUNAUTE.

LE PRESIDENT THORN SE RENDRA A NEW YORK LE 7 DECEMBRE A L'OCCASION DE LA SIGNATURE DE CET EMPRUNT.

## 2.5 STRUCTURES AGRICOLES : FINANCEMENT

AFIN DE FACILITER LES NEGOCIATIONS EN COURS DANS LE CONSEIL SUR L'ADAPTATION DE LA POLITIQUE DES STRUCTURES AGRICOLES, LA COMMISSION

- PROPOSE D'ABROGER LE REGIME DES PLAFONDS QUINQUENNAUX,
- EVALUE A 5.9 MILLIARDS D'ECUS LES DEPENSES A PREVOIR POUR LE FEOGA-ORIENTATION POUR LA PERIODE 1985-89.

## 3. ELARGISSEMENT

DEUX RENCONTRES ENTRE LES SEULS MINISTRES DE LA COMMUNAUTE ET CEUX DES DEUX PAYS CANDIDATS ONT EU LIEU A LA PLACE DES DEUX SESSIONS MINISTERIELLES PREVUES. LA PRESIDENCE A SOULIGNE LES PROGRES REALISES PAR LE CONSEIL LORS DE LA PRESENTE SESSION, MEME SI L'ON N'A PAS PU PARVENIR A DES ACCORDS FORMELS. LA DECEPTION DES DEUX PAYS CANDIDATS A ETE EXPRIMEE PAR M. MORAN ET PAR M. RODRIGUEZ LOPES.

(PARMI LES PROGRES EVOQUES PAR LE PRESIDENT, ON RETIENDRA EN PARTICULIER LES EFFORTS DEPLOYES PAR LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON AU LONG DE CES JOURNEES POUR PARVENIR A DES ACCORDS DANS LES DOMAINES DE SON RESSORT : EFFORTS COURONNES DE SUCCES POUR LE PROTOCOLE PORTUGAL ET RAPPROCHEMENTS IMPORTANTS AVEC L'ESPAGNE POUR LES HAUTS TARIFS INDUSTRIELS ET LA SIDERURGIE).

## 4. RELATIONS EXTERIEURES

### 4.1 COOPERATION POLITIQUE : BOLIVIE

LES DIX ONT RENDU PUBLIQUE, LE 28 NOVEMBRE 1984, LA DECLARATION SUIVANTE SUR LA SITUATION EN BOLIVIE :

'THE TEN ARE FOLLOWING WITH CONCERN THE PRESENT POLITICAL SITUATION IN BOLIVIA. THEY REAFFIRM THE IMPORTANCE WHICH THEY ATTACH TO THE MAINTENANCE OF DEMOCRATIC GOVERNEMENT IN THAT COUNTRY'.

Inte.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International Telex

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

#### 4.2 RELATIONS COMMUNAUTAIRES : COMITES MIXTES NORVEGE FINLANDE, ISLANDE

AU COURS DE CETTE SEMAINE, LES REUNIONS BI-ANNUELLES DES COMITES MIXTES ONT EU LIEU AVEC LA NORVEGE, LA FINLANDE ET L'ISLANDE. LES RENCONTRES ONT EU LIEU DANS UNE ATMOSPHERE TRES CONSTRUCTIVE COMPTE TENU DU FAIT QUE DANS LES RELATIONS AVEC CES TROIS PAYS NORDIQUES SE POSENT ACTUELLEMENT PEU DE PROBLEMES. LA NORVEGE ET L'ISLANDE ONT CEPENDANT EXPRIME LEURS INQUIETUDES A L'EGARD DE LA POSITION DE LA COMMUNAUTE EN MATIERE DE PECHE, TENANT COMPTE DES PROBLEMES PARTICULIERS QUI SE POSENT DANS LE CADRE DE L'ELARGISSEMENT VERS LE SUD. EN EFFET, LA COMMISSION A PROPOSE DE METTRE FIN A LA SUSPENSION TARIFAIRE AUTONOME POUR LE CABILLAUD SALE ET SECHE.

#### 4.3 USA : EXPORTATIONS CE DE TUBES

LE CONSEIL A ETE INFORME PAR LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON DES DIVERS ASPECTS DE LA DECISION DE L'ADMINISTRATION US DE REJET DE L'OFFRE D'ARRANGEMENT APPROUVE PAR LUI LA SEMAINE DERNIERE (ET QUI AVAIT POURTANT ETE MINUTIEUSEMENT CONCERTEE 'AD REFERENDUM' AVEC M. BROCK) ET LA FIXATION UNILATERALE A 5.9 D/O DE LA PART DU MARCHE US POUR LES TUBES EN PROVENANCE DE LA COMMUNAUTE, CE QUI IMPLIQUE LA FERMETURE LE 29 NOVEMBRE DES FRONTIERES US AUX IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA SEULE COMMUNAUTE.

LE CONSEIL A INSCRIT A SON PROCES VERBAL LA DECLARATION SUIVANTE : 'THE COMMUNITY'S CONCERN AND DISAPPOINTMENT AT THIS UNPRECEDENTED US ACTION IN REJECTING THE COMMUNITY'S TERM OUT OF HAND AND PROCEEDING TO UNILATERAL ACTION WITHOUT FURTHER CONSULTATIONS'. LE CONSEIL DECIDE DE DENONCER UNILATERALEMENT L'ECHANGE DE LETTRE D'OCTOBRE 1982 CONCERNANT LES TUBES, PRIVANT AINSI DE TOUTE BASE L'INITIATIVE UNILATERALE DE L'ADMINISTRATION US.

AU COURS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE, JEUDI A BRUXELLES, M. DAVIGNON A SOULIGNE NOTAMMENT :

- QUE CETTE DECISION AMERICAINE PRISE SANS NOTIFICATION ETAIT EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DU GATT
- QU'EN L'ABSENCE DE TOUT PREJUDICE A L'INDUSTRIE US (COMME L'AVAIT FORMELLEMENT DECIDE EN JUIN DERNIER L'INTERNATIONAL TRADE COMMISSION), UNE TELLE MESURE ETAIT PROTECTIONISTE
- QUE CETTE MESURE ETAIT EGALEMENT DISCRIMINATOIRE A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE, SEUL PARTENAIRE A AVOIR EN SON TEMPS PROCEDURE A UN ECHANGE DE LETTRES ET OFFERT ENCORE LA SEMAINE DERNIERE DE CONCLURE UN ARRANGEMENT NEGOCI DE CONTROLE DES EXPORTATIONS.

LA COMMUNAUTE VA DONC PROCEDER A DES CONSULTATIONS EN VUE D'OBTENIR LE PLEIN RESPECT DE SES DROITS. A DEFAUT DE RESULTAT POSITIF, ELLE N'AURA D'AUTRE RESSOURCE QUE DE DEMANDER DES COMPENSATIONS CONFORMEMENT AU GATT.

LE COREPER A INVITE LE COMITE 113 A SE REUNIR RAPIDEMENT AVEC LES EXPERTS DU COMITE DE L'ARRANGEMENT POUR DISCUTER DES ACTIONS A ENTREPRENDRE. IL LUI FERA RAPPORT LA SEMAINE PROCHAINE.

#### 4.4 EURATOM/CANADA

LES 19 ET 20 NOVEMBRE, S'EST DEROULEE A BRUXELLES LA 4EME SESSION DE NEGOCIATIONS ENTRE LA COMMISSION ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA AU SUJET DE L'ACCORD EURATOM/CANADA.



Western Union International, Inc.



International Telex

International, Inc.

International Telex



Western Union Intern

LES DEUX DELEGATIONS, CONDUITES RESPECTIVEMENT PAR MR. AUDLAND ET PAR MR. STEPHEN HEENEY, DIRECTEUR GENERAL POUR L'ENERGIE AU DEPARTEMENT DES AFFAIRES EXTERIEURES DU CANADA, SONT PARVENUES A UN ACCORD SUR LE TEXTE D'UN ECHANGE DE LETTRES, QUI A ETE PARAPHE PAR LES CHEFS DES DELEGATIONS.

LA COMMISSION ADRESSERA INCESSAMMENT UNE COMMUNICATION AU CONSEIL LUI RECOMMANDANT D'APPROUVER LA CONCLUSION DE CETTE NEGOCIATION AU SENS DU TRAITE EURATOM.

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU CEE-CANADA QUI SE DEROULENT ACTUELLEMENT A OTTAWA.

#### 4.5 COOPERATION CEE/INDE

-----

A CONFERENCE ON TECHNOLOGY TRANSFER AND INVESTMENT WAS HELD IN BERLIN ON 26TH AND 27TH NOVEMBER UNDER AN ONGOING PROGRAMME OF INDUSTRIAL COOPERATION BETWEEN THE COMMUNITY AND INDIA. PARTICIPANTS INCLUDED INDUSTRIALISTS, RESEARCHERS, FINANCIAL INSTITUTIONS AND OFFICIALS FROM BOTH THE COMMUNITY AND INDIA.

DISCUSSIONS WERE BASED ON A JOINT STUDY OF THE EXPERIENCE OF INDIAN AND EUROPEAN FIRMS WHICH HAVE UNDERTAKEN JOINT VENTURES AND LICENSING ARRANGEMENTS. THIS STUDY DRAWS ATTENTION TO THE DIFFICULTIES AND SUCCESSES OF EUROPEAN BUSINESSMEN IN COLLABORATING WITH THEIR INDIAN COUNTERPARTS.

MOST PARTICIPANTS RECOGNISED THE CONSIDERABLE POTENTIAL OF THE INDIAN ECONOMY FOR TRANSFER OF TECHNOLOGY ESPECIALLY SINCE LIBERALISATION MEASURES WERE INTRODUCED ON IMPORTS OF TECHNOLOGY. FURTHER CHANGES ARE BEING CONSIDERED BY INDIAN GOVERNMENT COMMITTEES AND THE REPORT IS BEING CIRCULATED TO THEM.

FURTHER ACTIONS ARE LIKELY TO BE UNDERTAKEN ESPECIALLY TO ASSIST SMALL AND MEDIUM SIZE ENTERPRISES.

#### 4.6 PREFERENCES TARIFAIRES GENERALISEES

-----

LE CONSEIL A ARRETE, EN PRINCIPE, LE SCHEMA POUR 1985. CELUI-CI COMPORTE DE NOMBREUSES AMELIORATIONS DE MARGES PREFERENTIELLES AGRICOLES, L'ADDITION DE 3 NOUVEAUX PRODUITS, UN AJUSTEMENT DU DROIT POUR LES TABACS (SOUS CONTINGENT ET PLAFOND) ET DE LEGERES ADAPTATIONS DES QUOTES-PARTS DES ETATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES 5 CONTINGENTS.

QUELQUES CHANGEMENTS INTERVIENNENT DANS LA LISTE DES PRODUITS INDUSTRIELS SENSIBLES, ASSORTIS D'AUGMENTATIONS VARIABLES DES MONTANTS PREFERENTIELS OU LE MAINTIEN AU NIVEAU DE 1984 DANS CERTAINS SECTEURS VULNERABLES. UNE AUGMENTATION DE 10 0/0 EST PREVUE POUR LES PRODUITS NON SENSIBLES.

POUR LES TEXTILES, SEULS DES PLAFONDS DES CATEGORIES RELEVANT DE L'AMF SONT AUGMENTES, DANS LA MEME PROPORTION QUE POUR 1984.

LE NOMBRE DES PAYS BENEFICIAIRES PASSE A 128 AVEC L'ACCESSION DE BRUNEI A L'INDEPENDANCE.



PAR SUITE DE SON RETRATT DE LA COMMUNAUTE ET DE SON NOUVEAU STATUT DE TERRITOIRE DEPENDANT DU DANEMARK, LE GROENLAND DEVIENT BENEFICIAIRE DU SP6 A CE TITRE MOYENNANT DES MODALITES PARTICULIERES EN CE QUI CONCERNE LES PRODUITS DE LA PECHE QUI NE SONT PAS COUVERTS EN RAISON DU REGIME SPECIFIQUE RESULTANT -POUR CES PRODUITS- DE L'ACCORD DE PECHE CONCLU AVEC CE PAYS.

A L'ISSUE DU DEBAT, LA COMMISSION A EXPRIME SES REGRETS QUE DES AMELIORATIONS N'AIENT PU ETRE APPORTEES AU REGIME ACCORDE A LA CHINE ET A L'AMERIQUE CENTRALE ET ESCOMPTE QUE LE CONSEIL TIRERA POUR 1986 LES CONCLUSIONS CONCRETES DE SES DECLARATIONS POLITIQUES.

#### 4.7 CAOUTCHOUC NATUREL

LE CONSEIL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL (INRO) S'EST REUNI EN SESSION REGULIERE DU 12 AU 16 NOVEMBRE A KUALA-LUMPUR, STEGE DE L'ORGANISATION.

COMME L'ACCORD INTERNATTONAL SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL DE 1979 SE TERMINE LE 22 OCTOBRE 1985, UNE REUNION PREPARATOIRE A LA RENEGOCIATION DE L'ACCORD S'EST TENUE EN MARGE DES TRAVAUX DU CONSEIL QUI A PU AINSI PRENDRE UN ENSEMBLE DE DECISIONS :

- LA STRUCTURE DE LA CONFERENCE DE RENEGOCIATION A GENEVE SERA IDENTIQUE A CELLE ADOPTEE POUR LE PREMIER ACCORD.
- LA DUREE DE LA CONFERENCE SERA DE DEUX SEMAINES AVEC POSSIBILITE DE LA PRORGER D'UNE SEMAINE.
- LE CALENDRIER ENVISAGE, SOUS RESERVE DE L'ACCORD DU DEPOSITAIRE A NEW-YORK ET DE LA CNUCED, PORTE SUR LA PERIODE DU 22 AVRIL AU 10 MAI 1985.
- IL EST PROPOSE A M. PETER LAI, PRESIDENT EXECUTIF DU CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN, DE PRESIDER LA CONFERENCE DE RENEGOCIATION.

- LE CONSEIL INRO A CONVENU DE PRORGER L'ACCORD DE 1979 LORS DE SA PROCHAINE SESSION, AFIN D'ASSURER LA CONTINUITE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DU CAOUTCHOUC NATUREL.

#### 4.8 AIDES D'URGENCE AUX REFUGIES EN AFRIQUE

DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE LOME, LA COMMISSION A DECIDE D'OCTROYER DES AIDES D'URGENCE SUIVANTES :

- REFUGIES TCHADIENS ET ETHIOPiens AU SOUDAN : 1.250.000 ECUS.
- REFUGIES TCHADIENS EN CENTRAFRIQUE : 100 000 ECUS.
- REFUGIES ETHIOPiens EN SOMALIE : 300 000 ECUS.
- RAPATRIES ETHIOPiens A HARAGHE : 850 000 ECUS.

**5. QUESTIONS DIVERSES**  
-----

**5.1 REMUNERATIONS**  
-----

LA COMMISSION A APPROUVE SA PROPOSTION AU CONSEIL SUR L'ADAPTATION DES REMUNERATIONS AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE 1984. ELLE PROPOSE EGALEMENT UNE CORRECTION DES BAREMES DE 1983, DE MANIERE A TENIR COMPTE D'UNE RECTIFICATION DES DONNEES STATISTIQUES ANTERIEUREMENT DISPONIBLES (CETTE RECTIFICATION SE TRADUIT PAR UN LEGER RELEVEMENT DES BAREMES). L'ENSEMBLE DE CES PROPOSITIONS CORRESPOND A L'APPLICATION STRICTE DE LA METHODE D'ADAPTATION DES REMUNERATIONS DECIDEES EN 1981.

**5.2 MESURES ADMINISTRATIVES LIEES A L'ELARGISSEMENT**  
-----

LA COMMISSION A APPROUVE DEUX PROPOSITIONS AU CONSEIL : L'UNE SUR LES MODALITES PARTICULIERES DE RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS ESPAGNOLS ET PORTUGAIS A LA SUITE DE L'ELARGISSEMENT, L'AUTRE SUR DES MESURES DE DEGAGEMENT DES CADRES. ELLE A REPRIS A SON COMPTE LES PRINCIPAUX AMENDEMENTS RECOMMANDES PAR LE COMITE DU STATUT ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES.

**E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR**

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B  
VIA WUI A

**Internat**



**Western Union International, Inc.**



**Union International, Inc.**

**International Telex**

